

## Certificat FLF Droit des sociétés

CATEGORIE : C

### Vue d'ensemble

Domaine(s) d'activité professionnel dans lequel(s) est utilisé la certification :

- Transverse :
- **Ensemble des domaines concernés par le droit des sociétés :**
  - **industrie**
  - **services**
  - **négoce**
  - **banque**
  - **notaire**
  - **administration des formalités à la vie des sociétés**

La certification concerne tous les domaines d'activité économique et de service public

Code(s) NAF : —

Code(s) NSF : **128g**

Code(s) ROME : **K1904**, **M1205**, **M1301**, **K1902**, **K1903**

Formacode : **13262**

Date de création de la certification : **01/01/2010**

Mots clés : **Transformation de sociétés**, **Statuts**, **Formes sociétaires**, **Droit des sociétés**

### Identification

Identifiant : **3180**

Version du : **28/11/2017**

### Références

Consensus, reconnaissance ou recommandation :

Formalisé :

- -

Non formalisé :

- [Fiche poste ROME K1903 Défense et conseil juridique](#)
- [Fiche Onisep](#)
- [Fiche Carrière OOREKA](#)
- [Référentiel métier Juriste d'entreprise APEC](#)

### Descriptif

#### Objectifs de l'habilitation/certification

Valider la maîtrise des techniques juridiques de création et de constitution des sociétés en fonction des différentes structures sociales et de transformation/rachat/cession de sociétés.

Évaluer et maîtriser les risques juridiques afférents pour éviter ou réduire le risque de contentieux.

#### Lien avec les certifications professionnelles ou les CQP enregistrés au RNCP

- aucun

#### Descriptif général des compétences constituant la certification

Choisir la forme juridique de la société à créer en fonction des axes stratégiques de la société

Suivre et traiter les formalités légales se rapportant aux différents événements tout au long de la vie d'une société (préparer la tenue des assemblées et conseils, rédiger les actes et les procès-verbaux, effectuer le transfert d'une société...)

### Public visé par la certification

- La certification concerne aussi bien les salariés et que les demandeurs

Rédiger des statuts adaptés à l'activité de l'entreprise

Définir les conventions réglementées dépendant de la procédure de contrôle

Réaliser, sous l'angle juridique, les opérations de transformation, de fusion et de scission de sociétés

Réaliser une augmentation ou une réduction de capital

Aménager les droits politiques et financiers des associés et actionnaires

Mettre en place et rédiger les délégations de pouvoirs adéquates pour une meilleure maîtrise des risques et responsabilités

Organiser un groupe de sociétés et choisir la forme juridique adéquate de la société holding

Mettre en place et sécuriser les conventions intragroupes

d'emploi souhaitant évoluer vers un poste de :

- Juriste en entreprise / Responsable juridique / Directeur juridique
- Juriste en cabinet d'avocats ou d'expertise comptable
- Paralegal / formaliste/ assistant(e) juridique spécialisé en droit des sociétés
- Comptable et expert-comptable
- Conseil juridique
- Directeur général
- Administrateur

## Modalités générales

Une formation de 13 jours en présentiel (91 heures) complétée par des ressources documentaires pratiques en ligne

Une formation en présentiel découpée en 2 parties

Un tronc commun obligatoire de 7 jours composé de 2 formations garantissant le socle de compétences nécessaires

« SA et SARL : perfectionner sa pratique »

« Droit approfondi des sociétés »

Un tronc optionnel de formation de 6 jours permettant d'approfondir des notions et à choisir en fonction de la spécialité du poste à remplir

« Pratique de la SAS »

« Conseils d'administration et assemblées générales des SA »

« Les conventions réglementées et leur contrôle dans les SA, SAS et SARL »

« Corporate Law in English »

« Dirigeants : statuts, responsabilités »

« Délégations de pouvoirs »

« Augmentation et réduction de capital : techniques et solutions juridiques et fiscales »

« Groupes de sociétés : technique juridique et fiscale »

« Pactes d'actionnaires : techniques de négociation et de rédaction »

« Fusions, scission et apports partiels : technique juridique et fiscale »

« Le juriste corporate et la fiscalité »

« Le juriste et la comptabilité : comprendre les comptes des sociétés »

« Le juriste et la comptabilité : comprendre les comptes et interpréter les comptes des sociétés »

Un suivi personnalisé tout au long du parcours par un référent

Des cas pratiques réalisés seuls ou en groupe pendant les formations

Des fiches mémo post formation pour reprendre des notions clés, disponibles sur l'espace pédagogique en ligne du candidat

Des cas pratiques post formation pour vérifier ses connaissances, disponibles sur l'espace pédagogique en ligne du candidat

Un examen type en ligne pour s'exercer à l'épreuve finale

un accès au mentorat pour échanger avec un pair sur son métier et développer son efficacité

## *Liens avec le développement durable*

Aucun

## Valeur ajoutée pour la mobilité professionnelle et l'emploi

### *Pour l'individu*

Cette certification permet aux individus :

de développer de nouvelles compétences pour retrouver un emploi ou évoluer vers de nouvelles responsabilités et d'obtenir une promotion. En particulier, un parolégal sans formation initiale souhaitant évoluer vers un poste de juriste peut ressentir la nécessité de consolider les connaissances acquises sur le terrain pour traiter en toute autonomie les dossiers remis et prendre les décisions adéquates en toute confiance

de compléter leur fonction pour évoluer vers un poste de responsable ou directeur juridique qui nécessite plusieurs compétences, par exemple en plus d'une spécialisation en droit des contrats avoir une spécialisation en droit des sociétés

de valider des acquis pour présenter un dossier de VAE

de mettre à jour leurs connaissances après de nombreuses réformes nécessitant de revoir sa pratique (le domaine juridique étant en perpétuel évolution)

garantir leur employabilité

### *Pour l'entité utilisatrice*

Cette certification permet aux organisations de :

sécuriser les opérations économiques et juridiques de l'entreprise et notamment avec ses partenaires financiers

Réduire les coûts par des décisions juridiques optimisantes et permettant de prévenir des contentieux souvent onéreux pour les entreprises

doter de compétences en droit des sociétés les administrateurs, les associés, les IRP quelles que soient la taille de l'entreprise et la structuration du département juridique.

de disposer d'un référent en interne à même de dialoguer avec les cabinets d'avocats, notamment dans les TPE/PME

contribuer à l'évolution professionnelle de leurs salariés, dans le cadre d'une démarche de GPEC ou des EEP bi-annuels.

de favoriser la mobilité interne vers des postes à forte valeur ajoutée pour leur développement économique.

## Evaluation / certification

### *Pré-requis*

Il est demandé aux candidats soit d'avoir des bases en droit et notamment en secrétariat juridique des sociétés soit de par leur formation initiale, soit de par leur expérience professionnelle.

## Compétences évaluées

L'évaluation porte sur les compétences suivantes, pour une situation donnée :

décider de la structure sociétaire idoine à créer en fonction des objectifs recherchés par les futurs dirigeants

déterminer le futur statut juridique, fiscal et social du ou des dirigeants dans le cadre d'un rachat d'une société et en fonction de la forme sociétaire de la société rachetée

envisager les responsabilités associées des dirigeants

saisir l'opportunité de transformer une société en une autre forme juridique et effectuer les formalités afférentes

calculer le coût de l'acquisition de titres dans le cadre d'un rachat

qualifier la convention présentée et ainsi déterminer si elle est soumise ou non à procédure de contrôle

mettre en place la procédure de contrôle d'une convention dans les SA

définir la répartition des pouvoirs au sein d'un SA

réduire les risques de responsabilités par a mise ne place de délégations de pouvoirs

identifier les solutions juridiques à mettre en place face à une perte de capitaux propres.

## Niveaux délivrés le cas échéant (hors nomenclature des niveaux de formation de 1969)

non applicable

## Centre(s) de passage/certification

- Francis Lefebvre Formation <https://www.flf.fr>

La validité est Permanente

**Possibilité de certification partielle :** non

Matérialisation officielle de la certification :

Remise du Certificat FLF Droit des sociétés

## Plus d'informations

### Statistiques

Nombre de participants à la formation depuis sa création : 36

Nombre de Certifiés (l'examen est en option) : 26

Nombre moyen de certifiés par an : 5 à 6

### Autres sources d'information

[https://www.flf.fr/certificat/certificat-droit-des-societes\\_13.html](https://www.flf.fr/certificat/certificat-droit-des-societes_13.html)